

# Les vœux du président pour 2018 en forme d'éditorial

L'année 2017 s'achève en France avec son lot de conséquences découlant principalement de l'accession d'Emmanuel Macron au sommet de l'État, après le bouleversement que sa candidature et son élection ont provoqué, en particulier la dislocation des deux grands partis politiques qui, durant 36 ans, se sont succédés au gouvernement du pays et l'on conduit dans le marasme actuel.

Regardé par la majorité des observateurs de la vie publique comme un adepte du pragmatisme plus que d'une idéologie hybride tirée de convictions de gauche comme de droite, le nouveau président de la République réussira-t-il à sortir la France d'une situation économique et sociale qui empire en continuant de cumuler un chômage de masse, imputable à une croissance trop faible, une désindustrialisation chronique ainsi que le double déficit permanent du commerce extérieur et des finances publiques ; au total, cela se traduit par une dette lancinante passée depuis 1980 de 20 % à 98,9 % du PIB, c'est-à-dire de l'ensemble des richesses produites annuellement en France ? Souhaitons-le vivement.

Le redressement des finances publiques, incombant principalement au Gouvernement, implique une rigueur budgétaire incompatible avec la vieille addiction française à une dépense publique de l'ordre aujourd'hui de 56 % du PIB, soit 12 points de plus que l'Allemagne. Il paraît même improbable d'atteindre ce redressement devant les échecs répétés des politiques budgétaires menées par les Gouvernements successifs attachés depuis des décennies à maintenir les lourdes dépenses liées aux multiples pans de la couverture sociale qui grèvent les budgets comme celui qui vient d'être soumis au

vote de l'Assemblée nationale. Ce budget est l'objet de critiques fondées et des railleries de certains qui, à son propos, citent avec dérision la phrase de l'humoriste Alphonse Allais « Il faut demander plus à l'impôt et moins au contribuable » qui illustre la contradiction dans laquelle on cherche à enfermer la politique fiscale.

Paradoxalement, et alors que par ses prises de positions courageuses sur l'avenir de l'Europe il avait suscité une saine réaction face à la montée d'un populisme hostile à l'hégémonie de Bruxelles, le jeune président, que la France en marche s'est donné, a chuté dans les sondages de popularité. L'explication à cette chute ne résulte pas seulement d'un manque de clarification sur le dessein dans lequel doit s'inscrire la politique d'ensemble définie par un chef de l'État imbu de sa fonction présidentielle, mais, plus encore, d'une insuffisance à répondre à l'inquiétude d'une grande partie de l'opinion publique qui redoute de plus en plus l'immigration subie et nullement maîtrisée ; ainsi, selon les sondages, les Français sont moins préoccupés par un chômage endémique que par l'immigration dont l'aspect le plus inquiétant est l'emprise de l'Islam radical sur la société française par sa volonté d'imposer son mode de fonctionnement.

Alors qu'en même temps ce président dénonce le déni des réalités, comme il l'a fait devant le Congrès à Versailles, il se garde trop d'annoncer ce qu'il entend faire contre un djihadisme conquérant. Ainsi, par son autre désir affirmé d'adaptation aux réalités locales et son éloge du multiculturalisme, il laisse, de fait, la porte ouverte au séparatisme culturel et favorise le renoncement à l'assimilation et l'intégration, processus refusé par l'Islam, comme ce fut le cas durant toute la présence française en Algérie, du temps de la colonisation honnie.

Or l'absence de volonté réelle de lutter contre le totalitarisme de l'Islam, dont les agissements criminels se multiplient dans la vie quotidienne des pays libres de l'Occident, fait grandir dans la France profonde - celle qui à 40 % s'est abstenue de participer au second tour de l'élection présidentielle de mai dernier - le sentiment qu'en perdant progressivement ses territoires, la République se perd elle-même dans une soumission tout à fait contraire aux principes démocratiques. Pas étonnant alors qu'une aversion à ce totalitarisme, de caractère éminemment religieux, gagne progressivement et légitimement le peuple qui a le sentiment d'y perdre sa souveraineté. Déplorons que la réaction à ce totalitarisme excède anormalement une gauche dévoyée, composée d'intellectuels se prenant pour les héritiers du siècle des Lumières, au point qu'ils acceptent la soumission subie en se forçant à regarder l'hostilité qu'elle a fait naître comme de l'islamophobie qu'ils osent même rapprocher de l'antisémitisme !

Les prétendus défenseurs de la laïcité sont en réalité ses fossoyeurs. Ainsi obtiennent-ils du Conseil d'État la suppression de la croix qui surmontait, à Ploërmel, une statue du pape Jean-Paul II, en application de l'article 28 de la loi de 1905 sur la séparation des églises et de l'État interdisant d'apposer tout emblème religieux sur les monuments publics. Mais, tout comme les détenteurs de l'autorité publique, ces libres penseurs, qui s'insurgent contre les crèches de Noël, ignorent volontairement l'article 35 de la même loi qui punit d'emprisonnement tout ministre d'un culte dont le discours « ... contient une provocation directe à résister à l'exécution des lois... ou... tend à soulever ou à armer une partie des citoyens contre les autres... » A-t-on vu un imam de certaines banlieues de Paris être traduit devant la justice et condamné pour avoir

prêché un djihad haineux et meurtrier, en violation de ces dispositions ? Quant aux expulsions limitées qui restent encore à prononcer, elles ne suffiront pas à éradiquer le mal.

Bien heureusement toutefois, devant la menace grandissante de l'islam politique, on constate avec satisfaction la multiplication de déclarations salutaires autant que courageuses.

C'est ainsi que plusieurs intellectuelles musulmanes, journalistes et écrivains, éprises de liberté, nourries de convictions laïques et républicaines pour lesquelles elles sont traitées d'islamophobes, ont pris la plume pour dénoncer la victimisation des femmes arabes par un obscurantisme de source religieuse et pour appeler à la résistance civile comme au respect de la culture des autres. Ces vigies<sup>1</sup> qui comparent à Voltaire les plus connus des écrivains algériens de langue française<sup>2</sup>, méritent toute notre considération pour leur audace comme leur amour de la liberté et de la démocratie dont elles dénoncent les atteintes. Le soutien à ce féminisme de combat doit grandir en 2018 pour faire évoluer l'islam de France et d'ailleurs, de manière socialement acceptable.

\*\*\*\*\*

En 2018, les Amitiés Oraniennes entreront dans leur 54<sup>e</sup> année d'existence. L'association, créée en 1964, qui enregistre douloureusement en moyenne 500 décès par an, reste encore forte de 9.500 membres, ce qui rassure pour sa survie. Lecteurs assidus de *L'Écho de l'Oranie*, ils sont toujours les garants de sa pérennité. Au nom de l'équipe rédactionnelle, comme des administrateurs de l'association, je les remercie à nouveau bien vivement de leur fidélité. Votre indéfectible soutien nous conforte dans notre volonté de maintenir le plus longtemps possible les liens fraternels qui se perpétuent grâce à votre revue, malgré l'éloignement géographique nous séparant les uns des autres et qui fait obstacle,

nous le regrettons, aux rencontres festives telles que celles organisées avec succès par un grand nombre d'autres associations de Pieds-Noirs.

Réjouissons-nous du développement de notre site internet. Créé en 2015, comportant de nombreuses rubriques et notamment près de 500 photos de classe, il est de plus en plus visité et compte maintenant près de 800 inscrits dans l'espace abonnés. Ceux-ci ont un accès direct aux archives de la revue et peuvent retrouver de nombreux éditoriaux et articles publiés dans les 373 numéros parus depuis sa création.

Autre sujet de satisfaction : notre partenariat avec le CDHA qui donne lieu depuis plus d'un an à des insertions régulières dans l'Écho destinées à l'enrichissement du remarquable fonds mémoriel que le centre a créé et développé. Une forte délégation de notre association était présente à Aix-en-Provence, le 6 octobre dernier, pour assister à la pose de la première pierre du futur Conservatoire national des Français d'Afrique du Nord dont l'existence doit beaucoup à MM. Joseph Perez et Druon Note et qui, pour une part très importante, a obtenu un soutien financé de la Région PACA.

Au même chapitre du partenariat, dans le but d'élargir le nombre de nos abonnés et ceux de *Mémoire Vive*, la revue du CDHA, nous avons pris en charge, comme vous l'avez constaté, l'envoi groupé dans un même pli aux abonnés du numéro de novembre-décembre de notre Écho et celui des 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> trimestres de *Mémoire Vive*, qui rappelle le témoignage de Claude Raymond, notre regrettée présidente, en faveur des Enfants de Guynemer.

Comme tous les ans à l'Ascension, nous avons assuré une présence active à Nîmes pour le pèlerinage de Notre-Dame de Santa-Cruz et en Espagne, au mois de juin, pour celui de Dalías, dans la province d'Almeria où nos compatriotes, bien proches de nous, entretiennent fidèlement la flamme du souvenir.

Le devoir de mémoire, dont nous restons ardemment préoccupés, n'a pas encore trouvé un accomplissement dans la reconnaissance des crimes de l'État par ceux qui se sont succédés à sa tête depuis qu'ils ont été commis ; le dernier d'entre eux a été condamné dans nos colonnes pour avoir osé qualifier la colonisation de crime contre l'Humanité. Nous devons continuer à agir pour que, par un acte de contrition, ce dernier reconnaisse les crimes du 26 mars et du 5 juillet comme crimes d'État commis par le pouvoir gaulliste et l'en rende responsable. Cela en dépit de cette même réticence que celle de ses prédécesseurs, lesquels par déni d'histoire « ont refusé de voir le réel en face », attitude qu'il a récemment fustigé en ces termes devant le Congrès.

Pour l'année qui vient et dans le but d'obtenir cette reconnaissance, grâce aussi à du sang neuf, je forme particulièrement le vœu que notre association trouve enfin un relai dans la génération de nos enfants.

Une nouvelle fois, nous vous appelons, filles et fils de nos compatriotes, à rejoindre l'équipe des Amitiés Oraniennes alors qu'il est encore temps, pour vous impliquer avec nous, et après nous, dans l'œuvre que, sans relâche, nous devons poursuivre pour transmettre fidèlement, par tous les témoignages possibles, la Mémoire de notre passé et nous élever contre la négation de ce qu'il fut et continue d'être dans l'opinion publique. Pour cela, il vous suffira d'appeler au numéro de téléphone du secrétariat : 04 93 88 40 85.

Bonne année à vous tous !

Que 2018 apporte à chacune et chacun d'entre vous santé, sérénité et joie de vivre !

**Jean-Claude SIMON**

<sup>1</sup> Sonia Mabrouk, *Le monde ne tourne pas rond, ma petite-fille* (Flammarion), Leila Slimani, *Sexe et mensonges. La vie sexuelle au Maroc* (Les Arènes), Lydia Guirous, porte-parole des Républicains, Jeannette Bougrab, *Lettre d'exil. La barbarie et nous* (Les éditions du cerf), Hélé Béji, *Islam Pride*, Gallimard

<sup>2</sup> Boualem Sansal et Kamel Daoud